

Annonces auto

1,05 € Jeudi 7 février 2019

Service clients : votrecompte.ouest-france.fr
Tél. 02 99 32 66 66
Fondateur du Comité éditorial : François Régis Hutin
N° 22692 www.ouest-france.fr

Brexit : que peut obtenir Theresa May ?



La Première ministre britannique est attendue aujourd'hui à Bruxelles. Les discussions s'annoncent ardues avec les dirigeants européens. Pour Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE, un « accord est encore possible », mais pas à n'importe quel prix.

Page 3

Au Japon, on loue des amis pour combattre la solitude

Au Japon, des mères célibataires, des divorcés, des veufs... ont recours à des agences spécialisées dans la location d'amis. Certains « acteurs » acceptent même de jouer les pères de substitution. Ici, une jeune mère célibataire en compagnie de son faux mari.



En dernière page

Un mois sans supermarché pour consommer autrement

Page 5

Vendée

Prime d'activité : les demandes ont explosé

Page 9

Le braqueur de La Gaubretière au tribunal

Page 8

Les multiples mensonges de Trump

Donald Trump est un multirécidiviste. Lors de son discours sur l'état de l'Union, bilan de son action dressé mardi soir devant le Congrès, le président américain n'a lésiné ni sur les approximations ni sur les mensonges.

Page 2



Jadot : pas d'alliance avec la gauche

Europe Écologie-Les Verts (EELV) ne fera « pas alliance avec la gauche » pour les élections européennes en mai. Yannick Jadot, tête de liste et actuel député du Grand Ouest, s'en explique dans notre entretien.

Page 5



La voiture de collection a la cote

C'est un vrai phénomène. La voiture de collection embarque de plus en plus de passionnés. Des investisseurs aussi. Le salon Rétromobile, qui a ouvert ses portes hier à Paris, est pour eux un rendez-vous incontournable.

Page Auto-Mobilités



Commentaire

par Stéphane Vernay

Les vraies questions du référendum

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Avec plus de 9000 cahiers de doléances ouverts en mairies, 738 000 propositions ou commentaires enregistrés en ligne et plus de 4000 réunions publiques programmées, le Grand débat national est un succès.

Les Français, secoués par la crise qui traverse le pays, inquiets pour leur avenir ou révoltés par leur sort, ont leur mot à dire. La parole leur est donnée, ils la prennent. Et ils ont raison. Mais qu'en sera-t-il fait ? Pour passer du succès à la réussite, il faudrait parvenir à effectuer une juste synthèse de la constellation d'expressions recueillies. En extraire les propositions les plus pertinentes. Les transformer en décisions politiques aux effets concrets, et rapides.

La marche est haute. Mais l'exécutif n'a pas le choix. Sans réponse claire, incontestable, la déception sera à la hauteur des attentes. Et le « tout ça pour ça » risquerait de générer un regain de violences.

Comment, dès lors, réussir l'épilogue de cette séquence inédite ? L'hypothèse d'un référendum fait couler beaucoup d'encre

cette semaine. Emmanuel Macron a lancé – et cadré – le Grand débat en posant trente-cinq questions dans sa lettre aux Français. Il ne serait pas illogique de leur demander de le conclure en votant sur une ou plusieurs d'entre elles.

Se donner du temps

Les responsables des partis politiques consultés cette semaine par le Président ne sont pas forcément contre. Ce qui les « hérisse », en revanche, c'est l'idée qu'un tel référendum puisse se tenir en même temps que les élections européennes, le 26 mai.

Combiner les deux aurait pour seul intérêt de faire faire quelques économies à l'État et de doper la participation à un scrutin (les européennes) boudé par les citoyens. Les désagréments sont beaucoup plus nombreux.

D'abord, ce double vote se ferait forcément au détriment de la campagne pour les européennes. Ensuite, l'article 11 de la Constitution impose au Président de consulter les Français sur un projet de loi spécifique. Poser plusieurs questions exigerait de rédiger autant de projets de loi différents, auxquels on ne pourra

répondre que par « oui » ou par « non ». Enfin, qui fera le choix des questions ? Et sur quels critères ? Le Grand débat national en produira bien plus que de propositions. Si l'exécutif se trouve seul à la manœuvre pour les choisir, le risque est grand qu'il ne retienne que celles qui l'arrangent. Et pas forcément celles qui intéressent les Français.

Une autre voie consisterait à se donner du temps. À identifier clairement les préoccupations exprimées, en matière de pouvoir d'achat, de fiscalité, de justice sociale, d'exercice de la démocratie... et d'en faire la base de vraies négociations, avec l'ensemble des partenaires sociaux, pour chercher des réponses aux problèmes soulevés. Construire des compromis. Les traduire en projets de loi. Puis les faire valider – ou rejeter – par référendum.

Cette démarche-là aurait probablement plus de chances de « transformer les colères en solutions », l'ambition que s'était fixée le président de la République dans sa lettre aux Français. Pour y parvenir – si tant est qu'il le veuille vraiment – il lui faudrait regarder plus loin que l'horizon du 26 mai...

Des chiffres ou des lettres ? Faites vos jeux !



En vente en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr